

[Texte]

there ever been a value-added tax system proposed in the United States?

Mr. McCormally: Legislative proposals have been introduced and the government accounting offices have conducted studies, but none has ever emerged from the congressional committees for consideration by either the Senate or Congress. Although there have been some offered for consideration, most recently in the early 1970s, none has really garnered more than a modicum of political support at the national level.

Mr. Whittaker: So nothing has been proposed recently as a value-added tax in say the Reagan administration.

Mr. McCormally: The only thing we have seen in the last few years is the so-called business transfer tax that was proposed by Senator Roth, who is a member of the Senate finance committee. I think that was about four or five years ago. Again, that did not receive favourable reaction by the committee, although I think it did garner support, especially among some segments of the business community, because you could take the transfer tax and offset it, receive a credit against some portion of the payroll tax. Therefore it would be seen as operating a lot like a value-added tax, in that it would not leave at the border with the goods.

• 1730

As part of our tax reform process in the United States, one of the three volumes that the Treasury Department put out in 1985 addressed the value-added tax and consumption tax. The Treasury Department came down strongly against proceeding on a value-added tax at that time, primarily for administrative reasons. Because there was no national level sales tax, it was seen that the implementation of such a tax would pose monumental problems. I think they estimated 8,500 auditing agents from the Internal Revenue Service would be required. There would be implementation problems and probably a long timeframe would be required within the context of tax reform and the desire to move ahead with tax reform in the states.

The judgment of the Treasury Department was never questioned, meaning that there was never any constituency within the Congress to question that judgment.

Mr. Whittaker: So as far as you are concerned, then, there was a blocking of it because of the administration aspect, as opposed to the theoretical aspect.

Mr. McCormally: I think it is probably also fair to say there are camps within the institute's tax executive membership. Within the economy as a whole there are individuals and segments that would support it and

[Traduction]

jamais eu une proposition de taxe à la valeur ajoutée aux États-Unis?

M. McCormally: Il y a eu des propositions législatives, et les services comptables de l'administration ont exécuté des études, mais aucun projet n'a jamais été vraiment soumis au Sénat ou au Congrès par un comité du Congrès. Il y a cependant eu certaines propositions, la dernière remontant au début des années 1970, mais elles n'ont jamais vraiment reçu d'appui politique sérieux à l'échelle nationale.

M. Whittaker: Il n'y a donc pas eu de proposition récente de mise en place d'une taxe à la valeur ajoutée, par exemple par l'administration Reagan.

M. McCormally: La seule chose que nous ayons vue ces dernières années concerne ce qu'on a appelé la taxe sur les transactions commerciales, qui a été proposée par le sénateur Roth, membre du comité des finances du Sénat. Je crois que cette proposition remonte à quatre ou cinq ans. Encore une fois, elle n'a pas été approuvée par le comité, bien qu'elle ait recueilli certains appuis non négligeables à l'extérieur, notamment dans les milieux d'affaires, mais c'est surtout parce que le projet comportait un mécanisme de remboursement d'une partie de la taxe sur les salaires, par le biais d'un crédit. De cette manière, la nouvelle taxe serait appliquée comme une taxe à la valeur ajoutée, c'est-à-dire qu'elle ne s'appliquerait pas aux marchandises exportées.

Dans le cadre de la réforme fiscale appliquée aux États-Unis, l'un des trois volumes publié par le département du Trésor en 1985 concernait une taxe à la valeur ajoutée, ou une taxe à la consommation. Le département du Trésor s'était fermement opposé à la mise en oeuvre d'une taxe à la valeur ajoutée, essentiellement pour des raisons d'ordre administratif. Comme il n'existait alors aucune taxe de vente de portée nationale, il avait conclu que la mise en oeuvre d'une telle taxe causerait des problèmes monumentaux. Si je me souviens bien, il estimait que le *Internal Revenue Service* aurait besoin de 8,500 vérificateurs supplémentaires. Sans compter les problèmes de mise en oeuvre de la nouvelle taxe. On avait donc considéré qu'il faudrait très longtemps pour qu'on envisage de mettre en oeuvre une telle taxe aux États-Unis.

Les conclusions du département du Trésor n'ont jamais été contestées, ce qui signifie qu'il y a jamais eu de mouvement important au Congrès pour les remettre en cause.

M. Whittaker: Si je vous comprends bien, vous pensez que cette idée a été abandonnée à cause de ses problèmes administratifs, et non à cause d'une opposition théorique.

M. McCormally: Je me dois sans doute de mentionner également qu'il existe deux camps opposés à ce sujet à l'intérieur de notre institut. Le principe d'une taxe à la valeur ajoutée recueille des appuis non négligeables dans